

FEUILLE DE ROUTE DU CONSEIL FÉDÉRAL DU 29 AU 31 JANVIER 2025

Le gouvernement Bayrou court derrière le Rassemblement National. Ce n'est plus un secret pour personne en regard des propos du premier des ministres qui évoque pour la première fois une « submersion migratoire », et la remise en cause du droit du sol et de l'Aide médicale d'Etat, et ceux du ministre de l'intérieur qui apporte son soutien au groupe dit « féministe » d'extrême droite Némésis (qui se propage en France), un groupe prônant des positions ouvertement suprématistes, racistes, xénophobes, et homophobes, et qui appelle ouvertement les Préfectures à la chasse aux migrant.es.

Nous devons dénoncer par tous les moyens (tract, journaux, réseaux sociaux, formation...) cette extrême droitisation de la Macronie, qui après des années à essayer de se cacher, sort au grand jour en légitimant le RN, anciennement FN. L'objectif final de ce virage à l'extrême droite est la destruction des conquêtes sociales. A cet égard, la situation de Mayotte est éclairante. Les ravages occasionnés par le cyclone demandent notre soutien militant aux camarades et à la population de Mayotte. Mais le cyclone ne fait qu'amplifier une atteinte grave aux droits fondamentaux de la population, qui perdure depuis des années, et que les gouvernements successifs tentent de masquer en pointant les « étrangers » comoriens comme responsables et boucs émissaires tout en masquant leurs propres responsabilités dans la misère ravageant les Comores !

Le partage des efforts sous le prétexte de la dette prévoit toujours de mettre essentiellement à contribution les plus modestes. Les 200 milliards d'aides publiques aux entreprises constituent le 1er poste des dépenses de l'État, sans contrepartie, mais le gouvernement refuse d'y toucher et l'austérité budgétaire menace tout notre secteur. Même les employeurs de « l'Économie sociale et solidaire » évoquent le risque de la suppression de près de 200 000 emplois !

Pourtant le gouvernement et la Macronie sont affaiblis et ne tiennent leur semblant de force qu'à cause d'un manque de coordination des forces sociales. L'avenir est cependant nébuleux ce qui peut en décourager plus d'un.e. L'atonie est perceptible dans nos rangs. Il nous faut, conformément à nos valeurs, continuer à coordonner, rassembler, construire pour rendre visible un avenir possible. Ce sera le meilleur rempart contre les extrêmes-droites.

Dans notre champ professionnel, des outils de coordination existent. Il faut se les approprier. Le Tour de France pour la Santé se fait le relais des mobilisations dans le secteur de la Santé et contre le PLFSS. Les Rencontres du Travail Social en lutte réunies le week-end du 11 et 12 Janvier ont fixé également des perspectives immédiates qui ne demandent qu'à être mises en musique. D'autres collectifs « convergence services publics », « Notre Santé en danger », le Réseau « notre santé n'est pas à vendre », le « Réseau international de Solidarité et de luttes » et son groupe de travail santé, « PHM », peuvent et doivent être davantage investis.



Commençons par sauvegarder et développer les collectifs de travail comme base essentielle à nos luttes. Dans tous les SD, il nous faut lutter contre ces fléaux qui s'amplifient : la délation entre collègues et le harcèlement. Cela fait des années que les dirigeants de nos établissements, à l'image des politiques nationales menées, cherchent par tous les moyens à diviser les équipes : nouveau moyen mis en œuvre, sur-encouragements des responsables, souvent lors des évaluations professionnelles ou entretiens individuels, utilisation des fiches de signalements ou d'événements indésirables pour dénoncer ses propres collègues... Ces méthodes permettent aux encadrements d'expliquer que ce ne sont pas elleux qui sont responsables de ces dénonciations, et surtout de se délester de leurs premières fonctions, amener un climat serein dans les équipes, de dialoguer avec l'ensemble des agent.es pour sortir de certaines situations par le haut. Nous devons dénoncer ces méthodes managériales qui prônent la pression (rapport circonstancié) et la répression (conseil pré-disciplinaire ou disciplinaire), plutôt que de chercher l'apaisement, le bien être, et des équipes soudées. Nous devons continuer la lutte sur le terrain judiciaire face à la répression des directions.

Les droits des femmes sont en recul. Il faut se mobiliser contre l'extrême-droite qui va encore vouloir piétiner ceux-ci. Les congés hormonaux sont également une revendication que l'on doit approfondir.

Malgré un rapport de force dégradé pour les militantes et les collègues, nous devons persister, et amplifier les actions auprès des collègues, en intersyndicale et avec les collectifs, les plus larges possible. Des luttes anticipées et préparées unitairement, sont des luttes qui rassemblent. Nous devons le faire à SUD Santé Sociaux, et nous devons le porter à Solidaires.

Nous devons construire une mobilisation en revenant à la base : les AG. Les SD doivent être vigilant sur les luttes locales pour les soutenir, interpro compris. Nous devons parfois faire un choix entre des instances chronophages et la lutte auprès de nos collègues.

Les attaques contre les travailleurs.leuses sociaux du sanitaire, social et médico-social du public et du privé sont de plus en plus présentes sur l'ensemble du territoire. Nous devons au niveau de notre fédération faire un inventaire des nombreux plans de licenciements. Il s'agit d'une procédure très lourde à porter ; il y a besoin de construction collective et de partage d'expériences. Nous avons déjà des exemples de PSE qui ont déjà été validés, (Don Bosco dans le Finistère ...) qui doivent nous servir pour limiter la casse de notre secteur et limiter au maximum le licenciement de nos camarades. Nous pourrions avoir un dossier commun de travail, notamment sur le côté juridique et sur le fonctionnement de ces instances qui, quand nous ne sommes pas préparés, peuvent très vite nous mettre en difficulté.

L'austérité budgétaire va ravager le secteur social dans son ensemble : « dialogue » social malmené, militant.es attaqué.es, ainsi que formations et diplômes pour miner le fondement des valeurs du travail social en le marchandisant progressivement. (Multiplication d'audits pour attribuer des dotations, appels à projets, CPOM...).



Des petites structures sont menacées avec un risque de cessation de paiement à très court terme et qui pourrait provoquer la suppression d'emplois. Les directions indiquent être en difficulté notamment du fait du versement du Ségur, non compensé par les financeurs, qui elleux-mêmes se plaignent en conférence de financeur avec ces assos de ne pas recevoir l'argent de l'État. Dans certaines associations, c'est toujours la galère pour les services liés à l'insertion socio-professionnelle, avec des services sans visibilité budgétaire, on attend d'un instant à l'autre l'annonce de fermetures de services.

La situation est gravissime dans la Protection de l'Enfance, au point qu'une nouvelle commission d'enquête sur les « manquements » de la Protection de l'Enfance à l'Assemblée Nationale, sur fond de rapport du CESE au Sénat, risque de déboucher sur un projet de loi. Mais nous savons que ce sont nos luttes qui feront la différence et nous devons nous inviter au débat. Une première mobilisation pour défendre la Prévention spécialisée aura lieu le 6 février à Lille. Nous lançons un appel pour y participer massivement.

Nous devons également lutter dans nos SD contre les mesures judiciaires non exécutées par les Départements au nom de l'austérité, exiger l'accompagnement de plus en plus remis en cause des femmes avec enfants en bas-âge, soutenir les jeunes mineur.es et majeur.es non accompagné.es qui sont pourchassé.es sur le territoire, et qui parfois s'organisent en mouvements autogérés, comme les Mineurs de Belleville, défendre les droits fondamentaux des collègues et publics étranger.es que nous accompagnons dans nos établissements au quotidien tant la période à venir risque d'attenter gravement à leurs droits.

Il nous faut relancer nos mobilisations pour des augmentations des salaires, et notre salaire socialisé incarné par la Sécurité Sociale et le système de retraite par répartition dont la défense va nécessiter prochainement de redescendre dans la rue. A cet égard, il faudra reposer la question du choix entre une intersyndicale avec un consensus mou, ou une intersyndicale resserrée plus militante.

Outre la prévention spécialisée, la prévention dans tous les secteurs est malmenée : AEMO, suppression des subventions aux plannings familiaux, arrêt de subventions dans l'animation, désinstitutionnalisation du secteur médico-social au nom de l'inclusion sur fond de concurrence et de mise en œuvre de la tarification à l'activité qui se veut marchandiser le secteur. La psychiatrie et la pédopsychiatrie sont également laminées par manque notamment de personnel et de médecins psychiatres. La maltraitance institutionnelle se développe de façon exponentielle.

Dans le secteur sanitaire, nous constatons de plus en plus de fusions d'établissements de soins, de déplacements de patient.es dans des hôpitaux usines loin de leur lieu d'habitation, d'établissements de moins en moins certifiés, boulevard à la maltraitance managériale, des commissions médicales départementales de plus en plus obscures, mais aussi des équipes, agents et salarié.es qui relèvent la tête avec par exemple des comités de lutte citoyennes qui se créent dans des déserts médicaux (91).



Nous devons continuer à défendre le droit syndical dans la FPH. Nous battre pour une prime d'engagement collectif juste. Lutter contre l'évaluation de carrière et la prime au mérite. Nous devons avoir un débat sur notre position à prendre autour du Ratio soignant/soigné. Exiger que le CTI et les augmentations de salaire « pour tous-toutes » soient financés par les Tutelles. L'augmentation de 400 euros pour toutes et tous participera à l'attractivité de nos métiers et limitera la fuite des savoirs dans les pays frontaliers. Nous devons préparer de façon sérieuse les élections de 2026 avec du matériel de campagne adapté et une stratégie nationale de communication et œuvrer au développement des sections du sanitaire sur l'ensemble du territoire en s'appuyant sur les acteurs et actrices établis dans les SD.

PERSPECTIVES :

- **A court terme, nous invitons les SD à investir massivement les collectifs de lutte locaux et toutes les mobilisations sur l'ensemble du territoire.**
- **6 février à Lille, mobilisation pour défendre la Prévention spécialisée.**
- **8 Mars, journée internationale de lutte pour le droit des Femmes.**
- **le mardi 1er avril 2025, la journée de grève et de lutte dans le sanitaire, le social et le médico-social.**
- **La journée internationale du 7 Avril contre la commercialisation de la santé avec un appel, autant que faire se peut, aux syndicats limitrophes à organiser des actions aux frontières en coordination avec des organisations des autres pays frontaliers.**
- **du 12 au 16 mai 2025, La semaine d'actions, de grèves et de mobilisations dans le secteur du sanitaire, du social et du médico-social, avec un temps fort le jeudi 15 mai.**
- **Sur la base de la motion du SD 31, sur la mise à la rue de nombreuses familles et enfants, un communiqué sera rédigé et partagé largement.**

A Saint-Denis

Le 31 janvier 2025

